

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

17 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 23 mars 1989
relative à l'élection
du Parlement européen en ce qui concerne
l'âge du droit de vote**

(déposée par
M. Vincent Van Quickenborne)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

17 september 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van
23 maart 1989 betreffende de verkiezing
van het Europese Parlement
wat de kiesleeftijd betreft**

(ingediend door
de heer Vincent Van Quickenborne)

RÉSUMÉ

Jusqu'à présent, les jeunes restent privés de l'exercice du droit de vote. Nous estimons qu'un âge minimum de 18 ans ne se justifie plus. Au contraire, un abaissement de l'âge du droit de vote permettrait d'accroître le sentiment des jeunes d'être concernés par la politique et de rendre les élections plus démocratiques. Ce sont deux des raisons pour lesquelles les auteurs souhaitent abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans. Cette proposition de loi règle l'élection du Parlement de la Communauté germanophone. Elle doit être lue conjointement avec les propositions 0379/001, 0380/001 et 0382/001.

SAMENVATTING

Jongeren blijven tot op vandaag uitgesloten van het kiesrecht. Volgens de indieners is een minimumleeftijd van 18 jaar echter niet langer te verantwoorden. Integendeel, een verlaging zou leiden tot meer politieke betrokkenheid en democratischere verkiezingen. Om deze en andere redenen willen zij de kiesleeftijd verlagen naar 16 jaar. Dit wetsvoorstel regelt de verkiezing van het Europese Parlement. Het moet worden samengelezen met de voorstellen 0379/001, 0380/001 en 0382/001.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 2256/001.

I. — Introduction

Le droit de vote est l'un des droits fondamentaux dans une démocratie. Il est inutile de rappeler, à cet égard, la lutte en faveur du suffrage universel pur et simple et du droit de vote des femmes. Ces extensions ont été essentielles pour que le parlement devienne véritablement le reflet de la société.

Dans une démocratie représentative, chaque citoyen doit pouvoir participer aux élections de ses représentants. La discussion ne vise donc pas à déterminer – comme en 1830-31, lors de la création de la Belgique – qui “mérite” le droit de vote, mais bien quelles raisons objectives peuvent encore exister pour priver explicitement certains citoyens de ce droit. En principe, chacun possède dès lors une voix démocratique. La limitation d'un droit constitutionnel doit toujours se justifier.

Ainsi, nous appliquons par exemple toujours le principe selon lequel les personnes qui ne possèdent pas notre nationalité ne peuvent participer à l'élection du parlement national. C'est en effet par le biais de l'acquisition de la nationalité qu'une personne peut prouver son intégration, son attachement à notre pays et son désir d'y construire un avenir durable. Les personnes ayant subi une lourde condamnation pénale ou ayant été déclarées incapables par le juge de paix perdent également le droit de vote. Il existe en l'occurrence des raisons objectives pour priver certains citoyens de ce droit.

La principale limitation qui touche encore une grande partie de la population est l'âge minimum requis pour exercer le droit de vote. Celui-ci est aujourd'hui de 18 ans, alors qu'il était de 25 ans lors de la création de la Belgique. Pour les élections législatives, il a été ramené à 21 ans en 1919 et à 18 ans en 1981. Nous pouvons par conséquent constater une évolution, le constituant ayant estimé qu'il était bel et bien possible de faire des choix politiques délibérés à un âge toujours plus précoce. Dans l'intervalle, l'âge minimum requis pour exercer le droit de vote lors de consultations populaires communales en Région flamande a été abaissé à 16 ans.

Malgré cette évolution, des jeunes – concrètement, ceux âgés de 16 et 17 ans –, restent privés du droit de vote lors des élections des parlements des entités

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 2256/001.

I. — Inleiding

Het kiesrecht is één van de fundamentele rechten in een democratie. De strijd voor het algemeen enkelvoudig kiesrecht en het kiesrecht voor vrouwen heeft hier niet opnieuw in herinnering te worden gebracht. Deze uitbreidingen waren essentieel om het parlement een echte weerspiegeling van de samenleving te maken.

In een representatieve democratie moet iedereen in de samenleving kunnen participeren in de verkiezing van de volksvertegenwoordiging. De discussie is dus niet – zoals in 1830-31 bij de oprichting van België – wie het stemrecht “verdient”, maar wel welke objectieve redenen er nog zouden kunnen zijn om bepaalde burgers uitdrukkelijk van dat kiesrecht uit te sluiten. In beginsel bezit dus iedereen een democratische stem. Voor het inperken van een grondwettelijk recht moet er steeds een verantwoording bestaan.

Zo hanteren we bijvoorbeeld nog altijd het principe dat wie onze nationaliteit niet bezit niet kan kiezen voor het nationaal parlement. Het is namelijk via de verwerving van de nationaliteit dat men de integratie en gehechtheid om hier een duurzame toekomst uit te bouwen, kan bewijzen. Ook wie een zware strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen, of onbekwaam is verklaard door de vrederechter, verliest het kiesrecht. Er zijn daar objectieve redenen om bepaalde burgers uit te sluiten van het kiesrecht.

De belangrijkste begrenzing die een groot deel van de bevolking nog treft, is de minimale leeftijd voor het kiesrecht. Die ligt vandaag op 18 jaar. Bij het ontstaan van België lag de leeftijd op 25 jaar. Die werd voor de parlementsverkiezingen verlaagd tot 21 jaar in 1919 en tot 18 jaar in 1981. We kunnen dus een evolutie vaststellen waarbij de grondwetgever van oordeel was dat men op steeds jongere leeftijd wel degelijk bewuste politieke keuzes kan maken. Zo ligt intussen de minimumleeftijd voor het kiesrecht bij gemeentelijke volksraadplegingen in het Vlaams Gewest op 16 jaar.

Ondanks die evolutie blijven vandaag jongeren – *in concreto* 16- en 17-jarigen – uitgesloten van het kiesrecht voor de verkiezingen van het Europees Parlement. Het

fédérées. Il est du devoir du législateur spécial de se demander s'il se justifie encore ou s'il est encore pertinent d'exclure ces groupes de citoyens.

II. — Arguments en faveur d'un abaissement de l'âge du droit de vote

Il existe suffisamment de raisons pour lesquelles l'abaissement de l'âge du droit de vote est une évolution démocratique et logique. Tout d'abord, nous veillons ainsi à ce que les parlements des entités fédérées reflètent encore mieux la population. Conformément aux principes de la souveraineté nationale, un parlement élu directement par la plus grande partie possible de la Nation sert les intérêts de notre démocratie.

Étant donné que le parlement répond aux aspirations de la société, par le biais du processus des élections, la participation des 16-17 ans a pour effet que des thèmes importants aux yeux de ceux-ci, mais aussi parfaitement susceptibles de correspondre aux priorités d'autres groupes, retiennent suffisamment l'attention des députés (potentiels). Ces thèmes ne pourront plus être niés, mais feront l'objet d'une attention suffisante dans l'agenda politique.

Il est en outre erroné d'affirmer que les 16-17 ans ne sont pas intéressés par la politique et qu'ils ne "méritent" dès lors pas d'avoir le droit de voter. C'est plutôt l'inverse qui est vrai. Il ressort de plusieurs études que les jeunes qui sont expressément associés, notamment par l'octroi du droit de vote, commencent à manifester de l'intérêt pour la vie politique. En confiant des responsabilités aux jeunes nous leur permettons de les assumer en toute conscience. Dans les pays où l'âge du droit de vote a été abaissé, un intérêt croissant pour les campagnes électorales a été constaté parmi les groupes d'électeurs les plus jeunes.

Malgré l'obligation de participer aux élections, l'apathie politique est un phénomène persistant qui touche aussi bien les jeunes que les moins jeunes. Il importe, par le biais du droit de vote, de faire prendre conscience aux citoyens, et *a fortiori* aux plus jeunes, de l'importance que revêt leur voix. À cet égard, des études indiquent également que les personnes à qui l'on a inculqué, dès le jeune âge, certains comportements citoyens – comme le fait de suivre l'actualité ou de participer aux discussions de quartier – continuent plus tard à adopter ces attitudes. Plus les citoyens s'intéressent tôt à la politique, plus il y a de chances que cet intérêt perdure à l'âge adulte.

On pourrait avancer comme contre-argument majeur l'absence d'éducation à la citoyenneté dans l'enseignement. Il convient toutefois de nuancer ce contre-argument. D'une part, il ne faut pas sous-estimer le rôle de

is de plicht van de wetgever om zich de vraag te stellen of de verantwoording om deze groepen burgers uit te sluiten vandaag nog verantwoordbaar en pertinent zijn.

II. — Overwegingen waarom een verlaging van de kiesleeftijd aan de orde is

Er zijn voldoende redenen waarom het verlagen van de kiesleeftijd een logische, democratische stap is. Vooreerst zorgen we ervoor dat de Belgische delegatie in het Europees Parlement nog beter een vertegenwoordiging is van de bevolking. Volledig in overeenstemming met de principes van de nationale soevereiniteit is onze democratie gediend bij een parlement dat rechtstreeks verkozen is door een zo groot mogelijk deel van de Natie.

Gezien het parlement inspeelt op de maatschappelijke verlangens, door middel van het proces van de verkiezingen, zorgt de participatie van 16- en 17-jarigen ervoor dat thema's die ook voor hen van belang zijn – maar die ook perfect kunnen samen sporen met de prioriteiten van andere groepen – voldoende aandacht krijgen vanwege de (potentiële) volksvertegenwoordigers. Thema's kunnen niet worden genegeerd, maar zullen de nodige aandacht krijgen in de politieke agenda.

Het is bovendien een foute redenering om te stellen dat 16- en 17-jarigen geen interesse tonen voor de politiek en daarom geen kiesrecht zouden "verdienen". Het omgekeerde is eerder de realiteit. Uit onderzoek blijkt dat jongeren die uitdrukkelijk betrokken worden, onder meer door toekenning van het kiesrecht, interesse beginnen tonen in het politieke leven. Door verantwoordelijkheid in de handen te geven van jongeren zullen ze hier bewust mee omspringen. In landen waar de kiesleeftijd werd verlaagd, stelde men een groeiende interesse voor verkiezingscampagnes vast bij de jongste kiezersgroepen.

Ondanks het bestaan van de opkomstplicht, is politieke apathie nog steeds een bekend fenomeen, zowel bij jongere als oudere kiezers. Het is belangrijk om burgers, en zeker de jongste categorie, via het kiesrecht bewust te maken van het belang van een stem. Ook hier wijst onderzoek uit dat wie op jongere leeftijd bepaalde attitudes van burgerschap – bv. het nieuws volgen, actief meepraten in de buurt – heeft aangeleerd gekregen deze ook later blijven vertonen. Hoe jonger men interesse heeft in de politiek, hoe meer kans er is dat die interesse er in de toekomst nog zal zijn.

Een belangrijke tegenwerping zou het gebrek aan politieke vorming in het onderwijs zijn. Ook dit verdient nuance. Enerzijds mag men de rol van het formeel onderwijs niet onderschatten. Door de nieuwe media is

l'enseignement formel. Grâce aux nouveaux médias, la jeune génération actuelle est sans doute la génération qui est le plus et le plus rapidement informée de l'histoire. D'autre part, l'organisation d'un cours de citoyenneté est envisagée dans l'enseignement. L'élargissement du droit de vote incitera plutôt à lui accorder une place plus prépondérante dans les programmes scolaires. L'abaissement de l'âge du droit de vote n'est-elle pas la meilleure manière de mettre la théorie en pratique?

En outre, l'âge de seize ans est un moment de la vie où la plupart des jeunes peuvent compter sur un environnement sûr: la famille, les enseignants, les mouvements de jeunesse, ... Tous ces acteurs peuvent jouer un rôle important en vue d'encourager les jeunes à participer activement au processus politique. À dix-huit ans et plus, les conditions sont souvent moins opportunes: les jeunes quittent l'enseignement secondaire pour poursuivre leurs études ou pour travailler, ils quittent parfois le domicile familial. Dès lors, le fait de voter pour la première fois ne fait alors pas partie de leurs priorités, ce qui est regrettable et ne contribuera pas à les inciter ultérieurement à participer de manière intéressée au processus démocratique.

On associe souvent l'âge du droit de vote et la notion de majorité, par exemple sur le plan pénal ou civil. Or, il n'existe aucun lien juridique entre ces deux notions. Par ailleurs, l'âge n'a pas non plus été harmonisé dans ces domaines. C'est ainsi que des jeunes de seize ou dix-sept ans peuvent comparaître devant le juge dans certaines circonstances, qu'ils peuvent se marier et fonder une famille, qu'ils peuvent prendre des décisions médicales, y compris des décisions aux conséquences très lourdes comme le recours à l'euthanasie. Si les jeunes sont en mesure d'endosser de telles responsabilités, pourquoi ne pas également leur accorder le droit d'élire leurs représentants?

Nous pouvons également renvoyer au principe historique qui veut qu'il n'y ait pas de taxation sans représentation. Les jeunes âgés de 16 et 17 ans peuvent travailler, dans certaines limites, dans le cadre d'un contrat d'emploi. Ils sont également consommateurs; ils paient donc des impôts sous différentes formes. Or, ces jeunes n'ont aucune prise sur la manière dont l'argent des contribuables est dépensé. À l'heure où l'équité fiscale est au cœur des préoccupations, il semble simplement logique de traiter également les jeunes de manière loyale et de leur donner voix au chapitre en ce qui concerne l'affectation et la perception de l'argent des contribuables par le biais des élections.

Bien que les personnes âgées de moins de 18 ans ne soient en principe pas pénalement responsables, le droit sanctionnel des jeunes (décret du 15 février 2019)

onze jeune génération wellicht de meest en snelst geïnformeerde ooit uit de geschiedenis. Anderzijds wordt er wel degelijk werk gemaakt van burgerschapsvorming in het onderwijs. De uitbreiding van het kiesrecht zal eerder een aansporing zijn om dit een meer prominente plaats te geven in het lessenpakket. En welke betere manier is er om de theorie in de praktijk te brengen dan om het kiesrecht ook effectief op jonge leeftijd te brengen?

De leeftijd van zestien jaar is bovendien een moment in het leven dat de meeste jongeren kunnen rekenen op een beschermde omgeving: familie, leerkrachten, jeugdverenigingen, ... Zij kunnen een belangrijke rol spelen om de actieve deelname aan het politieke proces te stimuleren. De leeftijd van achttien jaar en net daarna is vaak minder geschikt: jongeren zitten in volle overgang van school naar verder studeren of werken, het eventueel verlaten van de ouderlijke woonst. De eerste keer gaan stemmen staat dan iets minder hoog op de persoonlijke agenda, wat jammer is en niet bevorderlijk voor de latere geïnteresseerde deelname aan het democratisch proces.

De kiesleeftijd wordt vaak in verband gebracht met het begrip meerderjarigheid, bijvoorbeeld op strafrechtelijk of burgerrechtelijk vlak. Nochtans is er geen enkele juridische band tussen beide begrippen. Bovendien is de leeftijd hier ook niet geharmoniseerd. 16- en 17-jarigen kunnen bijvoorbeeld in bepaalde omstandigheden voor de rechter verschijnen, kunnen huwen en een gezin stichten, medische beslissingen nemen tot en met zeer zwaarwichtige beslissingen zoals het recht op euthanasie. Als jongeren dergelijke verantwoordelijkheid kunnen dragen, waarom dan niet ook het recht om zijn of haar volksvertegenwoordigers te kiezen?

We kunnen ook naar het historische principe "no taxation without representation" verwijzen. 16- en 17-jarigen kunnen, binnen bepaalde grenzen, werken volgens een arbeidsovereenkomst. Ze zijn ook consumenten; ze betalen dus belastingen in verschillende vormen. Nochtans hebben deze jongeren geen enkele inspraak in de wijze waarop het belastingsgeld wordt aangewend. In tijden waar fiscale rechtvaardigheid hoog op de agenda staat, lijkt het maar logisch dat we ook jongeren fair behandelen en inspraak geven in de besteding en inning van het belastingsbeleid via de verkiezingen.

Hoewel personen onder de 18 jaar in beginsel niet strafrechtelijk aansprakelijk worden gesteld, voorziet het jeugddelictenrecht (decreet van 15 februari 2019) in

prévoit certaines mesures à l'encontre des jeunes de 16 ans. Le fait que les sanctions administratives communales peuvent également être prononcées à l'égard de mineurs nous incite aussi à réfléchir à la question de savoir s'il est encore justifié que ces jeunes ne sont associés d'aucune manière aux lois et aux règlements constituant la base desdites sanctions. Une extension du droit de vote peut y contribuer.

Aussi l'âge de dix-huit ans est-il en quelque sorte devenu arbitraire. Il repose sur la fiction juridique que le jour de ses 18 ans, une personne devient soudainement un citoyen à part entière qui pourrait avoir une opinion politique. Considérer que ce n'est qu'à l'âge de 18 ans qu'une grande partie des jeunes auraient acquis les aptitudes cognitives et morales nécessaires va du reste à l'encontre des points de vue des sciences médicales et psychologiques. Pour de nombreux jeunes, ce développement s'est déjà achevé à un plus jeune âge, la fixation du droit de vote à l'âge de seize ans correspondant dès lors mieux à la réalité.

Notons par ailleurs également la modification de la situation démographique de la Belgique. L'espérance de vie augmente – et c'est heureux –, le nombre de personnes âgées dans la société étant dès lors également en hausse. L'âge moyen de l'électeur augmente par conséquent lui aussi, si bien qu'un groupe de plus en plus nombreux de personnes âgées exercera le droit de vote. La jeune génération n'est représentée que de manière minimale, c'est-à-dire à partir de l'âge de 18 ans seulement. Cela risque d'entraîner une perturbation des relations intergénérationnelles, si les représentants politiques n'ont pas conscience des intérêts en jeu pour la jeune génération, en particulier à long terme.

Un argument que l'on entend parfois également contre l'abaissement de l'âge électoral est que les jeunes seraient plus sensibles aux messages extrémistes ou populistes. Tout d'abord, c'est là un argument peu démocratique: ce n'est pas parce que tel ou tel parti est plus ou moins populaire auprès des jeunes que la voix accordée à ce parti n'est pas, pour autant, mûrement réfléchie. Ensuite, on sait d'expérience qu'il est faux d'affirmer que les jeunes sont davantage attirés par des partis extrémistes ou populistes. Leur sens critique n'est ni plus faible, ni plus fort que celui des autres électeurs.

III. — Expériences passées en matière d'abaissement de l'âge électoral

Dans sa résolution 1826 (2011), l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe appelle les États membres à examiner la possibilité d'abaisser l'âge électoral à 16 ans pour toutes les élections. L'Autriche a ainsi été le premier membre de l'Union européenne à

réagir ten à aanzien van 16-jarigen. Ook het gegeven van de gemeentelijke administratieve sancties waarvoor ook minderjarigen kunnen worden aangesproken, doet ons nadenken of het nog wel verantwoord is dat deze jongeren op geen enkele manier betrokken worden bij de wetten en reglementen die de basis vormen van deze sancties. Een uitbreiding van het kiesrecht kan hiertoe bijdragen.

De leeftijd van achttien jaar is daarom in zekere zin ook arbitrair geworden. Ze steunt op de juridische fictie dat een persoon op zijn of haar achttiende verjaardag plots een volwaardig burger is geworden en een politieke mening zou mogen hebben. Het stemt overigens ook niet overeen met inzichten uit de medische en psychologische wetenschappen dat pas op de leeftijd van achttien een groot deel van de jongeren de nodige cognitieve of morele vaardigheden zou hebben verworven. Voor heel wat jongeren is die ontwikkeling reeds op vroegere leeftijd voltooid, wat dus ook het kiesrecht op zestien jaar beter doet aansluiten bij de realiteit.

Wij wijzen verder ook op de wijzigende demografische toestand van België. De levensverwachting neemt – gelukkig – toe, wat dus ook het aantal ouderen in de samenleving doet groeien. Ook de gemiddelde leeftijd van de kiezer stijgt dus, waarbij een steeds grotere groep van ouderen het kiesrecht zal uitoefenen. De jongere generatie wordt slechts minimaal vertegenwoordigd, namelijk pas vanaf de leeftijd van 18 jaar. Dit dreigt tot een verstoring van de intergenerationele verhoudingen te leiden, indien de politieke vertegenwoordigers zich niet bewust zijn van de belangen die er op het spel staan voor de jongste generatie, zeker op de lange termijn.

Een argument dat soms ook gehoord wordt tegen het verlagen van de kiesleeftijd, is dat jongeren vatbaarder zouden zijn voor extreme of populistische boodschappen. Vooreerst is dit uiteraard een weinig democratisch argument: het is niet omdat de ene of andere partij meer of minder populair is bij jongeren, dat deze stem daarom niet weloverwogen zou zijn. Daarnaast blijkt uit bestaande ervaringen dat het niet klopt dat jongeren meer aangetrokken zouden zijn door extreme of populistische partijen. Zij zijn even veel of weinig kritisch als de andere kiezers.

III. — Bestaande ervaringen met de lagere kiesleeftijd

In resolutie 1826 (2011) roept de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa de lidstaten op om de mogelijkheid te onderzoeken om de kiesleeftijd voor alle verkiezingen te verlagen tot 16 jaar. Oostenrijk

abaisser, en 2007, l'âge électoral à 16 ans pour les élections nationales. En Bosnie, les jeunes âgés de 16 ans peuvent voter s'ils travaillent. En Allemagne et en Suisse, il est permis, dans certaines régions, de voter pour les parlements régionaux et les conseils communaux dès l'âge de 16 ans. Les autorités maltaises et estoniennes ont abaissé l'âge électoral à 16 ans pour les élections communales. Dans le cadre du référendum organisé en 2014 sur l'indépendance de l'Écosse, l'âge électoral avait été abaissé à 16 ans. En dehors de l'Europe, l'âge électoral est fixé à 16 ans en Argentine, au Brésil, à Cuba, en Équateur et au Nicaragua. Au Timor oriental, en Indonésie, au Soudan et en Éthiopie, l'âge est fixé à 17 ans.

IV. — Considération finale

L'abaissement de l'âge électoral pour le Parlement européen, dont la prochaine élection se tiendra, en principe, en 2019, semble nous offrir l'occasion rêvée d'associer plus étroitement les jeunes belges au processus démocratique. Étant donné que ce pas ne pourra être franchi qu'après 2019 pour les élections fédérales, cette expérience présente un caractère idéal. En outre, l'Europe apparaît comme le domaine par excellence où les jeunes ont tout intérêt à s'impliquer davantage. Aujourd'hui, les plus grands défis se jouent en effet aussi au niveau européen et, à ce titre, méritent donc aussi des réponses démocratiques européennes. Dans ce contexte, les jeunes doivent être entendus.

Bon nombre des arguments utilisés contre l'abaissement de l'âge électoral rappellent les considérations invoquées naguère à propos de l'octroi du suffrage universel ou du droit de vote aux femmes. Bien que ce combat démocratique ne soit pas totalement comparable, force est de constater que l'abaissement de l'âge électoral semble être la prochaine étape indispensable à franchir sur la voie de la réalisation d'une démocratie encore plus représentative qui accorde une voix à part entière à tous les membres de la société.

Demander l'octroi du droit électoral dès l'âge de seize ans n'est pas frivole, mais obéit à une exigence démocratique et légitime. Les jeunes n'étant pas seulement l'avenir de notre société, mais aussi son présent, il est temps de leur accorder également le droit de vote qui leur revient.

was het eerste EU-land om in 2007 de kiesleeftijd voor de nationale verkiezingen te verlagen tot 16 jaar. In Bosnië kunnen 16-jarigen stemmen als ze werk hebben. In Duitsland en Zwitserland is het mogelijk in bepaalde deelstaten te stemmen vanaf 16 jaar voor de regionale parlementen en de gemeenteraden. Malta en Estland hebben de kiesleeftijd verlaagd tot 16 jaar voor de gemeenteraadsverkiezingen. Bij het Schots referendum over onafhankelijkheid in 2014 lag de kiesleeftijd op 16 jaar. Buiten Europa ligt de kiesleeftijd op 16 jaar in Argentinië, Brazilië, Cuba, Ecuador en Nicaragua. In Oost-Timor, Indonesië, Soedan en Ethiopië is de leeftijd 17 jaar.

IV. — Slotbeschouwing

Het verlagen van de kiesleeftijd voor het Europees Parlement, waar de volgende verkiezingen in beginsel in 2019 zullen plaatsvinden, lijkt een ideale eerste stap om in België jongeren nauwer te betrekken bij het democratische gebeuren. Gezien voor de federale verkiezingen deze stap pas kan worden gezet na 2019, is dit een ideaal experiment. Bovendien is Europa bij uitstek een domein waar jongeren alle belang hebben bij een grotere betrokkenheid. De grootste uitdagingen vandaag spelen zich immers ook op Europees niveau af en verdienen dus ook Europese, democratische antwoorden. Jongeren moeten daarin worden gehoord.

Veel van de argumenten die worden gebruikt tegen een verlaging van de kiesleeftijd doen terugdenken aan de bedenkingen die destijds werden gemaakt over het toekennen van het algemeen stemrecht of het kiesrecht aan vrouwen. Hoewel die democratische strijd niet volledig vergelijkbaar is, kan men niet om de vaststelling heen dat de verlaging van de kiesleeftijd de onvermijdelijke volgende stap lijkt in het verwezenlijken van een nog meer representatieve democratie die alle leden van de samenleving een volwaardige stem geeft.

Het kiesrecht vanaf zestien jaar is geen frivoliteit, maar een gerechtvaardigde, democratische eis. Jongeren zijn niet alleen de toekomst van onze maatschappij, ze zijn ook het heden. Het is tijd om hen dus het kiesrecht te geven dat hen toekomt.

Vincent VAN QUICKENBORNE (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, modifié en dernier lieu par la loi du 3 avril 2019, le mot "dix-huit" est remplacé par le mot "seize".

15 juillet 2019

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 1 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 3 april 2019, wordt in § 1, 2°, het woord "achttien" vervangen door het woord "zestien".

15 juli 2019

Vincent VAN QUICKENBORNE (Open Vld)